

« L'exploitation du gaz de schiste est nécessaire », affirme le Président algérien

© REUTERS / [Ramzi Boudina](#)

[Maghreb](#)

24.01.2020

Par [Kamal Louadj](#)



« La providence nous a donné cette richesse, pourquoi s'en priver? », a déclaré le Président algérien concernant la question de l'exploitation des hydrocarbures de schiste devant des patrons de médias algériens.

Auparavant, cette question avait suscité une vive polémique dans le pays.

Lors de sa rencontre avec les patrons de huit médias nationaux, Abdelmadjid Tebboune a remis sur la table la polémique sur l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste dans le sud du pays. Fin 2014 et début 2015, l'annonce de forages par fracturation hydraulique dans la région d'In Salah avait provoqué une révolte inédite de la population, laquelle s'est accentuée du fait que le groupe français Total mène ces forages au moment où la France a formellement interdit l'exploitation de ce genre d'hydrocarbures non conventionnels sur son sol.

« L'exploitation du gaz de schiste est nécessaire », a déclaré le chef de l'État algérien. « Il y a eu par le passé une réaction négative de la population d'In Salah », a-t-il ajouté, soulignant que « l'exploitation du gaz de schiste a évolué ». « Aux États-Unis, actuellement, il y a des puits de gaz de schiste entre les villas », a-t-il fait savoir, indiquant sa volonté de lancer un large débat national pour éclairer l'opinion publique sur les enjeux économiques et environnementaux autour de cette question.

Le gaz et le pétrole de schiste, une solution à la crise économique ?



© AFP 2019 Danil Semyonov

[Rachat d'Anadarko: Alger «a laissé faire et la France, par le biais de Total, fera main basse» sur les richesses du pays](#)

[L'économie algérienne est maintenue à flot](#) depuis novembre 2017 grâce au financement non conventionnel décidé par le gouvernement d'Ahmed Ouyahia, actuellement en prison pour des affaires de corruption. À titre d'exemple, depuis la chute des prix du pétrole en 2014, les réserves de change du pays sont passées d'environ 179 milliards de dollars fin 2017, à environ 80 milliards en décembre 2018, selon les notes de conjoncture de la Banque d'Algérie correspondant aux mêmes périodes.

Les volumes d'exportation des hydrocarbures, seule source de devises pour le pays, connaissent un recul inquiétant. En effet, en plein débat sur le nouveau projet de loi sur les hydrocarbures, le ministre algérien de l'Énergie Mohamed Arkab a déclaré mardi 29 octobre devant la Commission des affaires économiques à l'Assemblée populaire nationale (APN) que «60% des réserves initiales d'hydrocarbures du pays étaient épuisées». Il a précisé que cette situation résultait de la hausse de la consommation locale et de l'exportation, selon l'Algérie Presse Service (APS). Le taux de chômage en Algérie, qui dépasse déjà les 11%, risque encore de connaître une importante hausse, selon certains experts algériens.



© AP Photo / Anis Belghoul

[Algérie: «la crise économique risque d’annihiler le caractère pacifique de la révolution»](#)

Partant de ce constat, le Président Tebboune a affirmé qu’il fallait «convaincre toutes les franges du peuple que cette richesse est importante et si on veut améliorer notre niveau de vie il faut exploiter le gaz de schiste, mais il faut au préalable un débat national et pas une décision unilatérale». «La providence nous a donné cette richesse pourquoi s’en priver?», a-t-il lancé. « Notre première expérience en la matière était une erreur, car on a un désert immense, on aurait pu faire le premier essai ailleurs et non à In Salah. Il y a eu une décision brutale, les citoyens n’ont pas été préparés, ce qui a donné lieu à des polémiques et des manipulations de l’opinion », a-t-il reconnu.

Un ministre, opposant radical à l’exploitation du schiste

L’actuel ministre algérien de l’Enseignement supérieur Chems Eddine Chitour, ex-professeur émérite en génie chimique à l’École polytechnique d’Alger, est un opposant notoire à l’exploitation des hydrocarbures de schiste. Dans une récente intervention à la Radio nationale algérienne, M.Chitour met en garde les pouvoirs publics contre le risque de pollution de la nappe phréatique qui traverse le Sahara algérien.



© Photo. SAMIR-SID / Manifestants du Hirak, Algérie

[Près d’un million d’Algériens pourraient se retrouver au chômage d’ici la fin de l’année](#)

Par ailleurs, dans un entretien accordé à Sputnik, le Pr Chitour explique que ce qui aurait dû interpellier les Algériens lors de [la polémique sur la nouvelle loi des hydrocarbures](#), c’est le fait qu’elle s’inscrit durablement dans «la logique de la rente» et qu’elle n’apporte aucun élément nouveau en matière de diversification des ressources énergétiques. Selon lui, continuer à baser le modèle énergétique de l’Algérie sur les hydrocarbures débouchera sur une impasse certaine d’ici à 2030.

L’Algérie recèle de diverses ressources énergétiques en plus des hydrocarbures, explique le spécialiste. Les énergies solaire, éolienne, géothermique et nucléaire font partie des atouts algériens, détaille-t-il. «Le pétrole doit nous aider à sortir du pétrole», affirme le Professeur Chitour, qui souligne que son pays a tout à gagner en investissant une partie des revenus issus de l’exportation des hydrocarbures dans le développement de nouvelles ressources énergétiques et de la pétrochimie.

Le Président Tebboune a reçu les patrons de médias algériens le jour de la visite à Alger du chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian, qui a mis en avant la volonté de son pays d’ouvrir une «nouvelle phase» dans ses relations bilatérales avec l’Algérie, soulignant que les deux États «partagent la volonté de

rengager leurs échanges au plus haut niveau [...] afin de lancer une nouvelle dynamique dans tous les secteurs de coopération».